



Union interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.



# 150<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP

## Tachkent, Ouzbékistan (5-9 avril 2025)

### Discours de la Dr Tulia Ackson, Présidente de l'UIP

Cérémonie inaugurale de la 150<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP

Tachkent, 5 avril 2025

Madame la Présidente du Sénat de l'Ouzbékistan, Tanzila Narbaeva,  
Monsieur le Président de la Chambre législative de l'Ouzbékistan, Nuriddinjon Ismailov,  
Monsieur le Secrétaire général de l'UIP, Martin Chungong,  
Mesdames et Messieurs les présidents et vice-présidents de parlement,  
Chers parlementaires,  
Mesdames et Messieurs,

*Bienvenue à la 150<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP !*

Nous voici réunis à l'occasion d'un événement historique. C'est un grand honneur et une fierté de présider l'UIP en cette année jalonnée d'étapes importantes. À chacune des 150 Assemblées que notre Organisation a tenues, des parlementaires de tous continents ont répondu présents et ont avancé sur la voie du dialogue politique, de la coopération et de l'instauration d'un monde meilleur, plus pacifique et plus démocratique, offrant des possibilités de progrès réel pour tout le monde et en tout lieu.

Parallèlement, nous commémorons quatre décennies de plaidoyer conduit sans relâche par le Forum des femmes parlementaires en faveur de l'égalité des sexes et du leadership des femmes. Dans un tel contexte, le fait de nous réunir dans un pays dont le parlement est présidé par une femme prend tout son sens. Le leadership féminin dans les parlements demeure l'exception, puisque 80 % des parlements du monde sont présidés par un homme. La parité reste un objectif encore loin d'être atteint, aussi chaque exemple de femme occupant une fonction de haut niveau est-il un exemple de progrès et un appel à l'action en vue d'apporter de nouveaux changements pour parvenir à une représentation équilibrée en politique.

C'est la première fois que notre Assemblée se tient en Asie centrale. Je vous invite à y voir le reflet de la promesse faite par l'UIP à ses Parlements membres, qui dit qu'en tant qu'institution véritablement mondiale, nous nous efforcerons de rapprocher notre Organisation de chaque région du monde.

Ainsi, à nos hôtes de la République d'Ouzbékistan, à Monsieur le Président Mirziyoyev, qui prendra la parole devant notre Assemblée lundi, à Madame la Présidente du Sénat et à Monsieur le Président de la Chambre législative, et à chaque personne ici présente dont l'accueil chaleureux et le travail acharné nous ont permis de nous sentir comme à la maison, je tiens à dire : merci ! *Rahmat!* Je vous suis extrêmement reconnaissante.

Chers collègues,

Si la 150<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP marque les jalons dont je viens de parler, elle est aussi l'occasion de réfléchir en profondeur à des moyens d'obtenir des résultats concrets tournés vers l'avenir. Ne nous vilons pas la face et reconnaissons qu'il reste beaucoup à accomplir.

F

#IPU150

Premièrement, il nous faut mener de toute urgence des actions parlementaires concrètes sur *le développement social et la justice sociale*, qui est le thème de notre débat général. Nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers et nous n'avons pas l'intention de le faire.

Permettez-moi de vous exposer quelques faits *très* marquants :

- Après des décennies d'avancées constantes, les progrès en matière de réduction de la pauvreté ont stagné ces dernières années : quelque 720 millions de personnes, soit près de 9 % de la population mondiale, vivent avec moins de 2,15 dollars par jour. À ce rythme, l'objectif de développement durable (ODD) 1, qui vise à mettre fin à la pauvreté d'ici à 2030, n'est pas en passe d'être atteint. L'inégalité est devenue une réalité incontournable : les 10 % d'individus les plus riches du monde perçoivent 52 % des revenus mondiaux, tandis que les 50 % les plus pauvres survivent avec seulement 8,5 % de ces revenus.
- L'insécurité en matière d'emploi s'aggrave également. À l'échelle mondiale, deux milliards de travailleurs restent tributaires encore des emplois informels et précaires, n'offrant ni garanties ni sécurité sociale. L'inflation et l'instabilité économique ont réduit le pouvoir d'achat des travailleurs, ce qui rend le travail décent de plus en plus inaccessible. Pour la première fois au 21<sup>e</sup> siècle, les salaires réels mondiaux ont chuté en 2022.
- L'exclusion sociale persiste à une échelle extrêmement vaste, car de nombreux groupes sont confrontés à une discrimination systémique fondée sur le sexe, l'origine ethnique, l'âge, la religion ou le handicap, pour ne citer que quelques facteurs. Les femmes continuent de faire face à des obstacles profondément enracinés. Elles ne représentent toujours que 47 % de la main-d'œuvre, contre 72 % pour les hommes, et l'écart salarial entre les sexes se maintient à 20 % au niveau mondial.
- Les jeunes sont particulièrement exposés aux conditions d'emploi précaires : le taux de chômage mondial chez les jeunes demeure largement supérieur à celui qui prévaut chez les adultes, et les jeunes sont plus susceptibles d'occuper des emplois "sur demande" ou temporaires.

Ce ne sont là que quelques exemples parmi d'autres. Par-dessus tout, je vous invite à réfléchir aux situations qui se cachent derrière ces chiffres. Imaginez un instant toutes ces vies : les familles, les collectivités et les individus au service desquels nous nous sommes engagés à œuvrer et qui continuent de souffrir d'un manque de réponse à leurs besoins sociaux fondamentaux.

Notre rôle de parlementaires nous oblige à relever ces défis avec empathie et détermination. Il y a trente ans, à Copenhague, les dirigeants du monde ont adopté une approche visionnaire : la dignité humaine doit être le socle du développement social. Aujourd'hui, la Déclaration de Copenhague de 1995 n'a rien perdu de sa pertinence. Alors que se prépare le deuxième Sommet mondial pour le développement social, qui aura lieu au Qatar dans le courant de l'année, une occasion unique nous est donnée d'apporter une contribution parlementaire substantielle à ce débat.

Le développement social et la paix sont inextricablement liés, dans un cercle vertueux ils se renforcent mutuellement. Sans paix, le développement social ne peut tout simplement pas prendre racine. Parallèlement, le progrès social renforce la paix et la sécurité puisqu'il est étroitement aligné sur les principes de sécurité humaine et de sécurité commune si chers à l'UIP : la paix véritable ne peut être atteinte que lorsque les individus sont à l'abri de la peur, du besoin et de l'indignité, et qu'aucune nation n'assure sa sécurité au détriment de celle des autres.

Chers parlementaires du monde entier,

Inutile de vous rappeler que nous vivons à une époque extrêmement dangereuse, dans laquelle les conflits, la violence et l'instabilité sévissent en de nombreuses parties du monde, tels que le Moyen-Orient, l'Ukraine, le Soudan, la République démocratique du Congo, le Sahel et le Myanmar.

Les institutions multilatérales, autrefois considérées comme des piliers inébranlables de la stabilité mondiale, sont aujourd'hui menacées de paralysie. Les divisions géopolitiques sont profondes et la confiance que se vouent les nations s'amenuise. Pourtant, si la paix doit prévaloir, c'est le multilatéralisme – et *non* l'isolationnisme – qui doit perdurer et rayonner.

À cet égard, nous devons dépasser les mentalités obsolètes et arriérées de la guerre froide du 20<sup>e</sup> siècle, qui considèrent la victoire d'une nation comme la défaite d'une autre et voient le monde comme des blocs qui s'affrontent. La diplomatie parlementaire peut nous aider à vaincre ces idées : lorsque les États se montrent hésitants et que les tensions montent, lorsque les gouvernements bâtissent des murs, lorsque les armées échangent des tirs, et lorsque la méfiance prend racine, les parlementaires, eux, peuvent encore jeter des ponts et ouvrir la voie au dialogue.

Bien sûr, votre voix représente des personnes, des cultures et des idées diverses. Pourtant, par des actes simples mais profondément puissants, tels que se parler et s'écouter les uns les autres, nous comprenons que les espoirs et les rêves des groupes que nous représentons ont beaucoup plus en commun que certains voudraient nous le faire croire. En suscitant la confiance et en tendant la main lorsque d'autres personnes tournent le dos, nous trouvons des solutions et des compromis qui profitent à tous et qui respectent les droits humains de toutes les personnes. Le dialogue n'efface pas les différences, mais il ouvre la voie à la compréhension, à la coopération et à l'éventualité de la paix.

De fait, la diplomatie parlementaire incarne l'essence même du dialogue démocratique. Et le dialogue démocratique est trop important pour échouer. La paix doit vaincre !

Chers amis,

Comme je viens de le dire, cette Assemblée est la 150<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP. Tout au long de cet événement, plus de 700 parlementaires du monde entier participeront à des discussions formelles et informelles très enrichissantes.

Mais, sans vouloir paraître trop alarmiste, **tout cela n'a aucune importance si notre planète vient à disparaître**. Nous n'avons pas encore 150 Assemblées devant nous pour stopper le changement climatique : le temps est un luxe que nous n'avons tout simplement plus. *Point barre*.

Je vous annonce cependant une bonne nouvelle : des solutions existent. Les parlementaires ont le pouvoir de légiférer en faveur d'un avenir durable. Nous pouvons adopter des lois ambitieuses sur le climat, approuver des budgets qui privilégient les investissements verts et demander des comptes à nos gouvernements sur le respect de l'Accord de Paris et des engagements en faveur du climat pour opérer une transition vers une sortie des combustibles fossiles. Nous avons un rôle crucial à jouer pour faire le lien entre les débats tenus au niveau mondial et les actions concrètes menées au niveau national.

En effet, l'UIP a été fondée sur la conviction que l'action parlementaire peut – et doit – transformer notre monde de façon à le rendre meilleur. Les actions que vous menez à travers la planète illustrent fréquemment cette conviction. Vous avez tous conscience que les parlements jouent un grand rôle pour insuffler des changements, que les lois bien faites peuvent extraire des millions de personnes de la pauvreté, que les abus peuvent être enrayerés par des contrôles minutieux et que les initiatives diplomatiques audacieuses favorisent la paix.

Plus que jamais, nous avons besoin de vous pour agir. Cette 150<sup>e</sup> Assemblée est la vôtre : renforcez les liens de coopération, engagez-vous avec détermination et dynamisez le leadership législatif.

Saisissons l'occasion qui nous est donnée. Prenons des mesures en faveur du développement social, de la justice, de la paix et d'une planète viable !

Comme je l'ai dit, l'action parlementaire est synonyme d'action démocratique : c'est une démarche collective. Aujourd'hui, à notre 150<sup>e</sup> Assemblée, faisons en sorte que cette action soit *opportune, courageuse et énergique*.

En tant que représentants de nos peuples, nous sommes responsables de leurs aspirations à la paix, à la justice et à un avenir meilleur et plus équitable.

Nous ne les abandonnerons pas !

Merci de votre attention.